

en 1931. Dans l'agriculture, la régression fut beaucoup plus marquante ; l'abolition du « corn law » avait accéléré la pénétration dans ce secteur de la production capitaliste favorisée d'un autre côté par l'existence d'une propriété foncière fortement capitalisée. En 1920, il n'existait plus que 300,000 propriétaires fonciers, alors que la France en possédait 10 fois plus. 8,000 de ces propriétaires détenaient, à eux, seuls, la moitié du territoire et la plupart avaient substitué l'élevage aux cultures. Il en résulta que le pourcentage d'agriculteurs-hommes de 24 p. c. 1851, descendit à 7 p. c. en 1931. La proportion des travailleurs productifs des deux sexes (ouvriers et paysans) descendit de 59.6 p.c. en 1920 à 52.8 p.c. en 1930 et celui des travailleurs du commerce, des transports, des domestiques, des employés, monta de 40.21 p.c. à 47.2 p.c. Le prolétariat industriel de 33.4 p.c. passa à 30.9 p.c. et les domestiques seuls de 8.1 p.c. à 10.1 p.c., donnant une proportion de trois ouvriers pour un domestique. Un tel rapport social ne doit pas étonner si l'on se reporte aux chiffres donnés des exportations de capitaux, exprimant un élargissement considérable de l'activité extra-métropolitaine de la bourgeoisie anglaise, ce qui lui permettait de vivre de plus en plus de la plus-value produite en dehors de son contrôle direct et d'en retirer un revenu tel qu'il put atteindre cinq fois celui provenant du commerce extérieur.

On s'explique facilement par là la collusion de l'impérialisme britannique avec les dirigeants des Trade-Unions et du Labour-Party et aussi l'influence profonde que l'idéologie bourgeoise exerce en-

core sur les cerveaux des ouvriers et qui se traduit par la faiblesse extrême de la conscience politique du prolétariat.

Une profonde modification du rapport interne de la population active métropolitaine est donc un des aspects de la décomposition parasitaire de l'impérialisme anglais. Les révisionnistes du marxisme s'empresseront de clamer qu'une telle constatation ne peut que constituer une nouvelle confirmation de l'erreur de Marx, prédisant une prolétarisation progressive aboutissant à une paupérisation générale. De Man, notamment, s'est évertué, dans les colonnes du « Peuple » de Bruxelles, à démolir la perspective tracée par Marx et ce, pour justifier son Plan du Travail et le déplacement vers les classes moyennes du centre de gravité de la politique réformiste.

Ce faisant, ces savants falsificateurs du marxisme dissimulent seulement un aspect fondamental de cette prédiction : que l'augmentation de la population « improductive » mais exploitée, tout en atteignant son point de saturation, reste cependant fonction de la **masse de plus-value produite** dont une partie doit servir à l'entretien de cette population ; que, par conséquent, une masse déterminée de plus-value ne peut être maintenue par rapport à une décroissance relative et absolue du prolétariat que par une intensification de l'exploitation de ce prolétariat, ce qui doit nécessairement l'élever à la conscience du rôle historique qu'il est appelé à jouer ; nous pensons qu'une telle conception s'imprègne davantage de « l'esprit » du marxisme plutôt que de « sa lettre ». (A suivre).

MITCHELL.

Des exclusions en Italie

L'hebdomadaire du Parti Communiste italien « Voce Operaia », vient de publier un communiqué de l'« Unità » (journal illégal du P. C. I. pour l'Italie) concernant l'expulsion du parti de Luigi Repossi, Onorato Damen et Bruno Fortichiari. Cette communication est accompagnée d'une explication qui dit en substance qu'il s'agit là « des derniers résidus du bordiguisme scissioniste et contre-révolutionnaire, que déjà de nombreuses organisations et des camarades avaient demandé l'exclusion de ces éléments, en tant que traîtres au communisme et au prolétariat », et qu'enfin parce que « étant restés sourds aux appels du parti, ces trois citoyens sont chassés du parti de la révolution prolétarienne ». Voilà les termes du commentaire centriste.

Nous devons ajouter que l'organe personnel de Mussolini, le « Popolo d'Italia », s'est empressé de reproduire cette note et son commentaire centriste, en ajoutant qu'il ne s'agit pas de personnages de deuxième plan et complètement inconnus, mais d'éléments qui furent considérés comme les représentants attitrés du communisme, de Moscou et du léninisme. Les bourreaux du prolétariat italien ont donc pu exploiter ce fait pour proclamer aux ouvriers qu'ils ont à constater la supériorité du régime fasciste, puisqu'en Russie un tout autre traitement que l'exclusion est infligé par les centristes à ceux qui osent ne pas plier l'échine devant la toute puissante direction du parti. Nous laissons volontiers aux hommes à tout faire du centrisme, aux valets du type d'Ercoli et Cie, qui pullulent là où souffre le prolétariat, le soin d'actionner le petit jeu courant qui consiste à déduire de la prose fasciste la confirmation et la justesse de leur anathème contre nous.

Pour ces gens, si le fascisme réserve un traitement moins grave aux communistes de gauche que « le pays du socialisme » c'est parce que, évidemment, le centrisme représente le seul courant pouvant conduire à l'émancipation du prolétariat. De cette façon, chaque fois qu'un quelconque groupe ennemi constatera, par exemple, que le social-démocrate Blum ne mérite aucune considération, alors que le parti a au moins l'avantage de parler clairement, Blum n'aura qu'à reprendre le texte bourgeois pour prouver que c'est lui et non le communiste qui représente les intérêts du prolétariat. Quant à nous qui regardons la réalité en face, nous n'hésiterons pas à affirmer que si l'Italie fasciste peut réserver à des camarades qui sont restés fidèles aux conceptions politiques qui portèrent à la fondation du P. C. I. (à ces conceptions que l'on qualifie bien à tort de « bordiguistes » alors qu'elles sont tout simplement communistes), à des militants d'autres courants que le nôtre, le régime de la surveillance acharnée (après que l'écrasement du prolétariat italien les a mis dans l'impossibilité provisoire de développer la moindre activité politique), il en est tout autrement dans « le pays du socialisme » où la seule condition pour éviter la prison et les isolateurs consiste dans la capitulation devant les centristes. Et cela ne donne aucun titre d'avantage au fascisme, par rapport au centrisme, mais prouve seulement la confluence de deux forces politiques dans l'intérêt de la lutte contre-révolutionnaire.

Le fascisme savait l'avantage qu'il pouvait tirer de cette nouvelle attaque centriste contre des personnalités qui ont joué un rôle de tout premier plan dans la lutte prolétarienne. Et c'est pourquoi la Radio fasciste a transmis la nouvelle dans les « Chroniques du Régime ». En effet, Repossi et Fortichiari étaient membres du C. E. du parti, élu lors de la scission de Livourne. Ils vont maintenant rejoindre l'autre « traître », Bordiga. Ainsi la majorité du C. E. qui procéda à la fondation du parti est exclue de ce que les centristes d'aujourd'hui osent appeler le « parti de la révolution prolétarienne ».

Des deux autres membres de cet Exécutif, l'un Terracini, doit aux prisons fascistes le fait qu'il peut garder intègre sa position communiste et reprendre place, demain, dans la lutte révolutionnaire, s'il parvient à ne pas se compromettre dans l'œuvre centriste qui a porté la Russie Soviétique dans la société des brigands, au service du plan de destruction du prolétariat mondial. L'autre Garlandi, est l'instrument le plus louche du centrisme, un analphabète politique qui